Droits et obligations en matière de formation

En application de l'article 22 de la **loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires** ; le **droit à la formation professionnelle tout au long de la vie** est reconnu aux fonctionnaires. Ce droit favorise le développement professionnel et personnel, facilite le parcours professionnel, la mobilité et la promotion ainsi que l'accès aux différents niveaux de qualification professionnelle existants. Il permet l'adaptation aux évolutions prévisibles des métiers. Il concourt à l'égalité d'accès aux différents grades et emplois, en particulier entre femmes et hommes, et à la progression des personnes les moins qualifiées.

Cependant, la formation devient aussi une obligation dans certains cas. Par exemple l'attestation de formation d'intégration est un prérequis à la titularisation dans un grade. Ou encore, la promotion interne est conditionnée par le respect des formations de professionnalisation.

I/ Les formations de professionnalisation obligatoires

Ces formations obligatoires sont les formations d'intégrations et les formations de professionnalisation (au premier emploi, tout au long de la carrière et lors de l'affectation à un poste à responsabilité).

A/ Les formations d'intégration

La **formation d'intégration** est le point de départ d'un processus qui va se dérouler tout au long de la carrière. Elle vient faciliter l'intégration des fonctionnaires par l'acquisition de connaissances relatives à l'environnement professionnel dans lesquels s'exercent leurs missions.

Elle concerne tous les agents de catégorie A, B ou C nommés par recrutement direct, concours interne, concours externe ou 3ème voie. Par extension, elle ne concerne pas les agents non-titulaires, les filières « police municipale » et « sapeur-pompier ».

Cette formation intervient lors de la première année qui suit la nomination d'un agent dans un premier cadre d'emplois ou dans un nouveau cadre d'emplois en qualité de stagiaire suite à un concours. Elle est dispensée par le CNFPT. Sa durée est de 5 jours pour les agents de catégorie C ou de 10 jours pour les agents de catégorie B ou A.

Enfin, l'agent ne peut être titularisé s'il n'a pas réalisé sa formation d'intégration.

B/ La formation au 1er emploi

La **formation de professionnalisation au premier emploi** intervient à chaque nomination dans un nouveau cadre d'emplois. Elle doit être suivie dans les deux années qui suivent la nomination.

Si l'agent est également concerné pendant la première année par une formation d'intégration, il est possible de suivre ces deux formations lors de cette première année.

C/ La formation tout au long de la carrière

La formation de professionnalisation tout au long de la carrière intervient par période de 5 ans.

Si l'agent est nommé entre temps à un poste à responsabilité, l'obligation de formation tout au long de la carrière s'interrompt pour la période en cours et une nouvelle période de 5 ans commence à la fin des 6 mois de la formation pour un poste à responsabilité.

De même, en cas de changement de cadre d'emplois, par promotion ou concours, l'obligation de formation tout au long de la carrière cesse pour la période en cours.

D/ La formation lors de l'affectation à un poste à responsabilité

La formation de professionnalisation lors de l'affectation à un poste à responsabilité doit être suivie dans les 6 mois de l'affectation sur le poste. Le contenu est adapté aux emplois et aux missions définies dans les statuts particuliers.

Un poste à responsabilité correspond soit à un emploi fonctionnel, soit à un emploi de direction ou d'encadrement assorti de responsabilités particulières et ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire (NBI), soit à un emploi déclaré emploi à responsabilité par l'autorité territoriale après avis du comité technique.

Cheminement des formations obligatoires

Nomination dans le cadre d'emplois :

→

1 an : Formation d'intégration

→→

2 ans : Formation de professionnalisation au 1^{er} emploi

→→→→→

5 ans : Formation de professionnalisation tout au long de la carrière (par période fixe de 5 ans)

Sources juridiques :

- Loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

- Décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux.

- Décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale.